

Section du DOUBS

LIGNES DIRECTRICES DE LA DGFIP

C'est le déraillement !

Dans un document du dizaine de pages intitulé « lignes directrices de la DGFIP », Bruno PARENT nous livre, sans fard, sa vision de notre administration et les évolutions vers lesquelles elle doit tendre. Oscillant entre grandiloquence et propos lénifiants, provocations et cynisme, ce document consacre bien de nouveaux reculs pour les agents de la DGFIP et porte déjà en germe le démantèlement orchestré de notre statut.

Fortes Turbulences sur les lignes de la DGFIP

Hasard du calendrier ou communication bien orchestrée ? En tout cas les nouvelles tombent les unes après les autres et ne sont que les déclinaisons des politiques d'austérité décidées par les gouvernements successifs.

Ainsi, quelques jours après les annonces DGFIP de Bruno PARENT, Michel SAPIN, Ministre du Budget, a adressé ses lettres de cadrage aux différents ministères. En quête de 2 milliards d'économie pour 2017, il y précise que les effectifs publics devront se réduire de 2 % et annonce déjà un gel de toutes les mesures catégorielles dans l'ensemble des ministères dits non prioritaires.

Une projection de cette annonce, laisse d'ores et déjà envisager une nouvelle réduction des effectifs en 2017, à hauteur de 2 230 équivalents temps plein, pour la seule DGFIP.

Dans un tel contexte, les annonces « en toute transparence » de Bruno PARENT s'éclairent d'un jour nouveau : accélération des restructurations, casse du statut, abandon des règles de gestion... c'est encore moins de garanties pour les agents et plus de flexibilité dans la gestion des emplois pour nos Directeurs locaux.

Comme un parallèle troublant avec la « Loi Travail »

Si l'on regarde bien les attendus de la réforme du code du travail, on retrouve les mêmes poncifs du système néolibéral qui sont rebattus depuis plus de vingt ans, dans le secteur privé, comme désormais dans le secteur public :

- pour le secteur privé, c'est allègement de charges sociales, CICE, et désormais les salarié-es variables d'ajustement économique au nom de la compétitivité et de l'emploi : on généralise une forme de précarisation à la grande satisfaction du Medef !
- pour le secteur public, c'est les dépenses publiques qui seraient trop lourdes, d'où une politique de suppressions d'emplois massives (même si ce sont des non-remplacements) et des restructurations à marche forcée... Les agents et leur statut sont un frein insupportable à ces changements : Les agents deviennent des pions qui doivent s'adapter là aussi !

On veut adapter la fonction publique et le statut des fonctionnaires au XXIème siècle... mais on reprend les recettes du XIXème... qui se traduisent par du moins-disant pour les agent-es et des conditions de travail dégradées, sans jamais mesurer quelles missions on sacrifie, de quel service public on a besoin, et au final quel type de société on crée !

Les lignes directrices de la DGFIP ou comment en finir avec le statut

Quand d'autres rêvent d'en finir avec l'héritage de mai 68, Bruno Parent, lui, ne lésine pas : c'est celui du Conseil National de la Résistance qu'il veut inhumer. Rien moins !

Extraits de sa « sortie de route », avec les commentaires de Solidaires Finances Publiques :

Bruno PARENT :

« L'immobilisme n'est pas de mise. [...] L'âge d'or, c'est-à-dire le passé embelli et perdu, est un mythe... certaines inflexions « post fusion » ont d'ores et déjà été décidées. Il faut les mettre en perspective – et aussi parce qu'elles vont se poursuivre- il faut éclairer l'avenir...»

Sans blague !!! entre 2007, année de son départ de la DGFIP et 2014, année de son providentiel retour, il ne s'est évidemment rien passé à la DGFIP.

A quand remonte l'âge d'or de la DGFIP pour ce triste sire, si tant est qu'elle en ait jamais connu un ? La DGFIP a sonné l'hallali de nos deux défunctes administrations (DGI-DGCP) sur la base du mensonge éhonté d'un présidentiable (« Il y a 80000 fonctionnaires à la DGI pour calculer l'impôt, 60000 fonctionnaires à la comptabilité publiques pour le percevoir » N.Sarkozy – 2 mai 2007), elle n'a

B.P : « Chacun le sait : nos moyens diminuent et nos charges augmentent. [...] il faut donc sans relâche rechercher la façon de gagner en productivité, ... » (page 3)

jamais connu d'âge d'or !!!

Le constat est posé et partagé : l'évident manque de moyens face à l'augmentation des charges est reconnu ! preuve s'il en est que les multiples réformes mises en œuvre dans notre administration, toutes faites dans le but de générer des gains de productivité, n'ont pas été efficaces.

La solution pour Solidaires finances publiques passe par un moratoire sur les restructurations et par des moyens humains face aux nombreuses missions toujours plus exigeantes de notre service

B.P : « Faire confiance à nos partenaires dans un esprit d'ouverture. [...] leur permettre d'accéder directement aux informations grâce à une ouverture plus large de nos fichiers, ce n'est pas changer la mission, ni affaiblir le service public... » (page 3)

public.

Non, c'est juste transférer une partie de nos missions : Open data, vers les collectivités locales, France connect, pour les usagers, Fichiers de publicité foncière ouverts aux notaires... Outre le risque de fuite de données, ces mesures n'ont pour seul objectif que de nouvelles suppressions d'emploi. Cette seule dernière mesure a déjà été chiffrée en « économie d'emplois », 1000 agents de SPF seront

B.P : « le numérique permet un meilleur service public : permanence, continuité, disponibilité, adaptation. Accéder à l'administration depuis son domicile et 24h/24,... » (page 4)

supprimés sur la seule base d'un gain estimé de productivité (une dizaine par département).

Le substrat de la modernité !!! quant à la justice... !!!? C'est, en réalité, moins de service public de proximité et la fin programmé de l'accueil physique. On prétend rendre un meilleur service à l'utilisateur en fermant des trésoreries de proximité et on réduisant les horaires d'accueil du public !

Quant aux supposés gains de productivité, le traitement des divers listing d'anomalies nous prouve le

B.P : « Faire preuve d'esprit d'innovation et de conviction. Ne jamais se dire : "on fait ainsi depuis toujours" » (page 4)

contraire depuis longtemps.

Lunaire et insultant !!! quand on sait que la DGFIP ne doit sa survie qu'à la conscience professionnelle de ses agents ! Nous serions donc des fonctionnaires poussiéreux, rivés sur un passé archaïque et révolu, évoluant dans une administration ringarde et immuable ? Depuis quand Monsieur Parent a-t-il échangé avec ses agents ???

B.P : « Assurer la permanence d'un haut niveau d'expertise et de services.]...[La législation fiscale se complexifie et les changements qui l'affectent sont incessants ; les attentes à notre égard, de la part des collectivités locales ... sont croissantes » (page 5)

L'administration découvre le fil à couper le beurre ! Les attentes de nos « partenaires » sont nombreuses, celles des collectivités locales tout particulièrement avec la réforme territoriale. Elle affirme notre niveau d'expertise et le besoin des équipes de terrain, mais dans la réalité ces missions sont négligées et les services n'ont pas le soutien promis.

B.P : « Les équipes doivent avoir la "masse critique" » (page 6)

Curieuse construction : On rappelle notre haut niveau d'expertise et, dans la foulée, on précise qu'on ne peut plus le garantir ? Pour Solidaires Finances Publiques, on ne satisfait pas à « la masse critique » en concentrant les missions et les agents sur des pôles et en les éloignant de la réalité du terrain mais bien en pourvoyant les postes vacants et en créant les emplois nécessaires à l'accomplissement de toutes nos missions.

B.P : « La formation doit se maintenir à un haut niveau en s'adaptant » (page 6)

les termes parlent d'eux-mêmes : Formation de haut niveau pour l'administration = formation à moindre coût et e-formations. Pour Solidaires Finances Publiques, la formation de haut niveau, ce sont des formateurs face à des stagiaires et non pas des agents face à leur écran.

Par ailleurs, la diversité et la complexité croissante des missions de la DGFIP, comme le niveau toujours plus élevé de qualification et de compétence exigées nécessitent une formation initiale à la hauteur. Avec 5 semaines de formation théorique, pour les agents C, on est loin, très loin du compte !

B.P : « Notre organisation doit privilégier la continuité et la qualité de service plutôt que la proximité physique immédiate avec les usagers.]...[C'est une évolution nécessaire qui se fait et se poursuivra à un rythme raisonnable. » (page 7)

C'est clair, le choix est fait pour un service continu et virtuel au détriment de l'accueil physique de l'utilisateur. On y est !!! Regroupement de services et fermeture des points d'accueil, suppressions d'emplois et obligation du tout numérique pour l'utilisateur. Mais tout cela, nous rassure-t-on à un « rythme raisonnable ». Les agents de ce département apprécieront l'euphémisme !

En parallèle développement des Centres de Contact (aux conditions de travail déplorables) et retour sur l'idée du back office/front office en SPL.

B.P : « Mieux valoriser nos travaux à haute valeur ajoutée ... c'est utile pour promouvoir la "marque" DGFIP » (page 8)

A quand la cotation au CAC-40 de la DGFIP et les stock-options aux directeurs ?

Pour Solidaires Finances publiques ce sont les agents qui font la valeur et le crédit de notre administration, c'est à eux que doit revenir la reconnaissance.

La DGFIP n'est pas à vendre !

B.P : « Il n'y aura pas de bon service public sans des collaborateurs à l'aise dans leurs fonctions, pas plus qu' il n'y aurait d'agents épanouis dans une DGFIP qui ne tiendrait pas son rang. - notre attachement collectif au service public et à ses valeurs nous interdit de perdre de vue l'objectif de bon fonctionnement et de qualité du service. » (page 9)

"Collaborateurs à l'aise", "agents épanouis"? De qui se moque t-on?

Suppression d'emplois, augmentation de la charge de travail et donc augmentation de la pression sur les agents, fermeture de services, réduction des horaires d'ouverture, multiplicité des dysfonctionnements informatiques, renvoi des usagers vers le net...

Ceux qui perdent de vue l'objectif de bon fonctionnement et de qualité du service, sont bien, ceux, qui organisent méthodiquement la casse de notre administration, détruisent le service public et sacrifient les droits et garanties des agents.

B.P : « Faire évoluer nos règles RH pour mieux tenir compte des besoins du service tout en étant attentif aux situations individuelles.

...ne modifier les règles actuelles que pour ceux qui vont entrer dans la fonction publique ou *qui changent de grade* et non pour ceux qui sont déjà agents de la DGFIP... » (page 9)

C'est la mise en place d'un statut à deux vitesses (droits et rémunération) pour des collègues qui rempliront la même mission. La priorité sera bien donnée au service au détriment de *"l'attention aux situations individuelles"*.

B.P : Les pistes de réflexion : « télétravail et travail à distance, renforcement des postes à profil ou à avis, diminution du nombre de RAN...» (page 9)

Tous éléments qui vont à l'encontre de meilleures garanties pour les agents et qui les conduiront à une mobilité contrainte et non choisie. C'est la fin de la règle de l'affectation à l'ancienneté administrative et le début de l'arbitraire.

B.P : « Porter une attention soutenue aux cadres...saisir toutes les opportunités qui peuvent exister de desserrer les contraintes qui pèsent sur la gestion des cadres...» (page 10)

De quelles contraintes parle-t-on ? S'agit-il de rendre les cadres encore plus flexibles qu'ils ne sont ? Ou s'agit-il de leur donner plus de flexibilité dans la gestion de leurs effectifs ? La formule est suffisamment ambiguë pour qu'on s'interroge.

A l'évidence, les contraintes des uns, sont les garanties des autres ! Au-delà, c'est bien l'ensemble des agents (tous grades confondus) qui doit bénéficier de cette attention particulière.

B.P : « Chacun a droit à la vérité]...[Chacun a droit à la transparence]...[Nous partageons tous la volonté d'offrir à la fois le meilleur service possible et les conditions de travail les plus épanouissantes.

Nous pouvons donc avoir confiance dans l'avenir, avec réalisme et lucidité ... » (page 11)

Une réponse au baromètre social de la DGFIP pour 2016 ? Là encore que d'hypocrisie !

Pour mémoire :

- 55 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de la DGFIP.
- 66 % pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens.
- 60 % se disent insatisfaits de la reconnaissance de leur travail.
- 61 % estiment que le climat social n'est pas bon à la DGFIP (mauvais, 47 % ; très mauvais, 14 %)
- 75 % pensent que l'écoute des agents n'est pas assez importante.

Ces lignes directrices ne sont manifestement pas de nature à répondre aux inquiétudes et attentes légitimes des agents de la DGFIP.

L'exercice auquel se livre notre DG est au mieux hypocrite et lénifiant, au pire condescendant et provocateur. Il comporte surtout d'inquiétants reculs sur nos droits et garanties pour ne satisfaire qu'un impératif de réduction de la dépense publique.

La DGFIP prend plus que sa part depuis plusieurs années en payant un très lourd tribut : Rappelons que 35000 emplois y ont été supprimés depuis 2002...mais manifestement, elle n'en fait pas encore assez !!!

Quoiqu'il en soit, la propagande du DG ne dupera personne, et certainement pas ses agents qui, s'ils n'étaient soumis à aussi rude épreuve, seraient tentés de rire à l'intention affichée par notre bon Directeur :

« évoluer pour mieux servir et mieux vivre »

rien
ne
va

mais
tout
va
bien

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques 25

Coordonnées des principaux représentants de Solidaires Finances Publiques 25

Secrétaire départemental : **Alexis BOHIN** : 03 81 59 96 11

Co-Secrétaire départemental : **Francis VEREECKE** : 03 81 65 40 29

Secrétaire filière fiscale : **Laetitia COURBET** : 03 81 65 65 73

Secrétaire filière gestion publique et Trésorier : **Gilles GALLIOT** : 03 81 61 60 64

Conseiller Syndical Régional : **Olivier AVEZOU** : 03 81 31 39 47